
SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les deux mois

Comité de Rédaction :

P. CHAULIU
Ph. GUILLAUME. — A. VÉGA. — J. SEUREL (Fabri)

Gérant : G. ROUSSEAU

Adresser mandats et correspondance à :

Georges PETIT, 9, Rue de Savoie, Paris VI^e

LES ANCIENNES ADRESSES
ET LES ANCIENS COMPTES
CHÈQUES SONT SUPPRIMÉS

LE NUMÉRO. 100 francs

ABONNEMENT UN AN (six numéros) . . . 500 francs

SOCIALISME OU BARBARIE

SUR LE PROGRAMME SOCIALISTE

1. A la fois pour la constitution de l'avant-garde révolutionnaire et pour le renouveau du mouvement ouvrier dans son ensemble il est indispensable que le programme socialiste soit formulé à nouveau, et qu'il le soit d'une manière beaucoup plus précise et détaillée que par le passé. Par programme socialiste nous entendons les mesures de transformation de la société que le prolétariat victorieux devra entreprendre pour parvenir à son but communiste. Les problèmes concernant la lutte ouvrière dans le cadre de la société d'exploitation ne sont pas envisagés ici.

Nous disons : formuler à nouveau le programme de pouvoir du prolétariat, et le formuler d'une manière beaucoup plus précise que par le passé. Formuler à nouveau, car sa formulation traditionnelle a été en grande partie dépassée par l'évolution historique ; en particulier, cette formulation traditionnelle est aujourd'hui indiscernable de sa déformation stalinienne. Formuler avec beaucoup plus de précision, car la mystification stalinienne a précisément utilisé le caractère général et abstrait des idées programmatiques du marxisme traditionnel pour camoufler l'exploitation bureaucratique sous le masque « socialiste ».

Nous avons montré à plusieurs reprises dans cette revue comment la contre-révolution stalinienne a pu se servir du programme traditionnel comme plateforme. Les deux pièces maîtresses de celui-ci : la nationalisation et la planification de l'économie, d'un côté, et la dictature du parti comme expression concrète de la dictature du prolétariat, de l'autre, se sont avérées dans les conditions données du développement historique, les bases programmatiques du capitalisme bureaucratique. A moins de contester cette constatation empirique, ou de nier le besoin d'un programme socialiste pour le prolétariat, il est impossible de s'en tenir aux positions programmatiques traditionnelles. Sans une nouvelle élaboration programmatique, l'avant-garde ne sera jamais capable de placer sa délimitation par rapport au stalinisme sur le terrain le plus vrai et le plus profond ; la lamentable expérience du trotskisme l'a prouvé abondamment.

Mais il est aussi évident que cette utilisation des idées programmatiques traditionnelles du marxisme par le stalinisme, loin de signifier que dans la réalisation stalinienne se révélait la véritable essence du marxisme, comme d'aucuns ont dit pour s'en attrister ou pour s'en réjouir, a simplement exprimé le fait que ces formes abstraites — nationalisation, dictature — ont pris un contenu concret différent du contenu potentiel qu'elles contenaient à l'origine. Pour Marx, la nationalisation signifiait la suppression de l'exploit-

tation bourgeoise. Elle n'a d'ailleurs pas perdu cette signification entre les mains des staliniens ; mais elle en a acquis en plus une autre — l'instauration de l'exploitation bureaucratique. Est-ce à dire que la raison du succès du stalinisme fut le caractère imprécis ou abstrait du programme traditionnel ? Il serait superficiel d'envisager ainsi la question. Ce caractère abstrait et imprécis n'exprimait lui-même que le manque de maturité du mouvement ouvrier, même chez ses représentants les plus conscients, et c'est de cette non maturité, dans le sens le plus large, que procède la bureaucratie. En revanche, l'expérience bureaucratique, la « réalisation » par la bureaucratie des idées traditionnelles permettra au mouvement ouvrier de parvenir à cette maturité et de donner une nouvelle concrétisation de ses buts programmatiques.

Formuler le programme socialiste avec plus de précision que cela n'a été fait jusqu'ici dans le cadre du marxisme ne signifie nullement un retour vers le socialisme utopique. La lutte du marxisme contre le socialisme utopique a découlé de deux facteurs : d'un côté, la caractéristique essentielle de l'« utopisme » était non pas la description de la société future mais la tentative de fonder cette société dans ses moindres détails d'après un modèle logique, sans examiner les forces sociales concrètes qui tendent vers une organisation supérieure de la société. Ceci était effectivement impossible avant l'analyse de la société moderne que Marx a commencée. Les conclusions de cette analyse ont permis à Marx de poser les fondements du programme socialiste ; la continuation de cette analyse aujourd'hui, avec le matériel infiniment plus riche qu'un siècle de développement historique a accumulé, permet d'avancer beaucoup plus dans le domaine du programme.

D'un autre côté, le socialisme utopique se préoccupait uniquement de plans idéaux pour la réorganisation de la société à une époque où ces plans, bons ou mauvais, avaient de toute façon très peu d'importance pour le développement réel du mouvement ouvrier concret, et se désintéressait totalement de ce dernier. Contre cette attitude et ses survivances, Marx avait raison de déclarer qu'un pas pratique valait mieux qu'une centaine de programmes. Mais aujourd'hui, la majeure partie de la lutte révolutionnaire concrète est en fait la lutte contre la mystification stalinienne ou réformiste, présentant des variantes plus ou moins nouvelles de l'exploitation comme du « socialisme ». Cette lutte n'est possible qu'au prix d'une nouvelle élaboration du programme.

Les limitations volontaires que le marxisme s'était imposées dans l'élaboration du programme socialiste tenaient aussi à l'idée, alors implicitement en vigueur selon laquelle la destruction révolutionnaire de la classe capitaliste et de son Etat laisserait libre cours à la construction du socialisme. A la fois l'analyse théorique et l'expérience de l'histoire prouvent que cette idée était au moins ambiguë. S'il est vrai, comme l'a dit Trotsky, que « le socialisme, à l'opposé du capitalisme, s'édifie consciemment » donc que l'activité consciente des masses est la condition essentielle du développement socialiste, il faut tirer toutes les conclusions de cette idée, et avant tout celle-ci, que cette édification consciente présuppose une orientation programmatique précise.

Du reste, l'esprit qui imprégnait l'« empirisme » relatif de Marx dans ce domaine reste toujours valable, en ce sens qu'il constitue à la fois une sévère mise en garde à la fois contre toute sécheresse dogmatique qui tendrait à subordonner l'analyse vivante du processus historique à des schémas a priori, et contre toute tentative de substituer l'élaboration d'une secte à l'action créatrice des masses elles-mêmes. Il n'y a pas d'élaboration programmatique valable qui ne tienne pas compte du développement réel et surtout du développement de la conscience du prolétariat. Le programme de la révolution formulé par l'organisation de l'avant-garde n'est qu'une expression anticipée des tâches découlant de la situation objective

et de la conscience de la classe pendant la période révolutionnaire, et, en retour, la publication et la propagation de ce programme est une condition du développement futur de cette conscience de classe.

Communisme et société de transition

2. Si nous appelons le programme de la révolution « programme socialiste », c'est uniquement pour indiquer qu'il ne concerne pas la société communiste elle-même, mais la phase de transition historique qui mène vers cette société. Autrement, il n'existe pas de « société socialiste » en tant que type défini et stable de société et la confusion qui règne autour de cette notion depuis cinquante ans doit être vigoureusement combattue.

Marx a établi une seule distinction entre deux phases de la société post-révolutionnaire, ce qu'il a appelé la phase inférieure et la phase supérieure du communisme. Cette distinction a un fondement économique et sociologique indiscutable : la « phase inférieure du communisme » (celle que nous appelons société de transition) correspond encore à une économie de pénurie, pendant laquelle la société n'a toujours pas réalisé l'abondance matérielle et le plein développement des capacités humaines ; cette limitation à la fois économique et humaine de la société de transition se traduit sur le plan politique par le maintien — avec un contenu et une forme entièrement nouveaux par rapport à l'histoire précédente — du pouvoir « étatique », c'est-à-dire la dictature du prolétariat. Si sous ces deux rapports la société de transition porte encore « les stigmates de la société capitaliste dont elle procède » en revanche elle s'en distingue radicalement en ce qu'elle abolit immédiatement l'exploitation. Les sophismes de Trotsky autour de la question du « socialisme » et de l'« état ouvrier » ont fait oublier ce fait essentiel : si la pénurie économique justifie la contrainte, la répartition selon le travail et non selon les besoins, en revanche elle ne justifie nullement la persistance de l'exploitation. Autrement le passage de la société capitaliste à la société communiste serait à jamais impossible. La construction du communisme partira toujours d'une situation de pénurie : si cette pénurie rendait nécessaire et justifiait l'exploitation, ce serait un nouveau régime de classe qui résulterait et non point le communisme.

La société communiste (« phase supérieure du communisme ») se définit par l'abondance économique (« à chacun selon ses besoins ») la disparition complète de l'Etat (« l'administration des choses se substituant au gouvernement des hommes ») et le plein épanouissement des capacités de l'homme (« l'homme humain, l'homme total »). La société de transition, par contre, est une forme historique passagère définie par son but qui est la construction du communisme. Au fur et à mesure que la pénurie recule et que les capacités humaines se développent, dépérissent à la fois la nécessité de la contrainte organisée (l'Etat) et la domination de l'économique sur l'humain. Si, selon l'expression de Marx, la société communiste (la véritable société humaine) est le royaume de la liberté, ce royaume de la liberté ne signifie pas la suppression du royaume de la nécessité qu'est l'économie, mais sa réduction progressive et sa subordination totale aux besoins du développement humain, dont l'abondance des biens et la réduction de la journée de travail sont les conditions essentielles.

L'orientation de la société de transition est déterminée par son but — la construction du communisme — et par les conditions dans lesquelles elle doit se réaliser — la situation actuelle de la société mondiale.

La construction du communisme présuppose la suppression de l'exploitation, le développement rapide des forces productives, en

dernière analyse le développement des aptitudes totales de l'homme. Ce développement de l'homme est à la fois l'expression la plus générale du but de cette société et le moyen fondamental de la réalisation de ce but. Il s'exprime sous la forme la plus concrète par la libération de l'activité consciente du prolétariat. Celle-ci détermine aussi bien la suppression de l'exploitation (« l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ») que le développement des forces productives (« de toutes les forces productives de la société, la plus importante est la classe révolutionnaire elle-même ») et le caractère radicalement nouveau de la dictature du prolétariat en tant que pouvoir étatique (« le pouvoir des masses armées »).

La tendance profonde du capitalisme mondial le conduit, à travers la concentration totale des forces productives, à supprimer la propriété privée en tant que fonction économique essentielle pour l'exploitation, et à faire de la gestion de la production la fonction qui distingue les membres de la société en exploités et exploités. Par l'effet du même développement, l'appareil de gestion de l'économie, la bureaucratie étatique et l'intelligentsia tendent à fusionner organiquement, l'exploitation devenant impossible sans liaison directe avec la coercition matérielle et la mystification idéologique.

Par conséquent, la suppression de l'exploitation ne peut être réalisée que si — et uniquement si — la suppression de la classe exploiteuse s'accompagne de la suppression des conditions modernes d'existence d'une telle classe ; ces conditions sont de moins en moins la « propriété privée », le « marché », etc. (supprimées par l'évolution du capitalisme lui-même) et de plus en plus la monopolisation de la gestion de l'économie et de la vie sociale, gestion qui reste une fonction indépendante et opposée à la production proprement dite. La base réelle de l'exploitation moderne ne peut être abolie que dans la mesure où les producteurs organisent eux-mêmes la gestion de la production : et la gestion économique étant devenue inséparable du pouvoir politique, la gestion ouvrière signifie concrètement la dictature des organismes prolétariens de masse et l'appropration de la culture par le prolétariat.

L'abolition de l'opposition entre dirigeants et exécutants dans l'économie et son maintien dans la politique (sous le truchement de la dictature du parti) est une mystification réactionnaire qui aboutirait rapidement à un nouveau conflit entre les producteurs et les bureaucrates politiques. D'une manière symétrique, la gestion de l'économie par les producteurs est actuellement la condition nécessaire et suffisante pour la réalisation rapide de la société communiste.

C'est seulement dans cette acceptation complète que le terme « dictature du prolétariat » exprime effectivement l'essence de la société de transition.

L'économie de la période de transition

3. Le problème de l'économie de la période de transition se présente sous deux aspects principaux : suppression de l'exploitation, d'un côté, développement rapide des forces productives, de l'autre.

L'exploitation se présente tout d'abord comme exploitation dans la production même, comme l'aliénation du producteur dans le processus productif. C'est la transformation de l'homme en simple écrou de la machine, en fragment impersonnel de l'appareil productif, la réduction du producteur en exécutant d'une activité dont il ne peut plus saisir la signification ni l'intégration dans l'ensemble du processus économique. Supprimer cette racine, la plus importante et la plus profonde, de l'exploitation, signifie élever les producteurs à la gestion de la production, leur confier totalement la détermination du rythme et de la durée du travail, de leurs rapports avec les machines et avec les autres ouvriers, des objectifs de la produc-

tion et des moyens de leur réalisation. Il est évident que cette gestion posera des problèmes extrêmement complexes de coordination des divers secteurs de la production et des entreprises, mais ces problèmes n'ont rien d'insoluble.

L'exploitation s'exprime également, d'une manière dérivée, dans la répartition du produit social, c'est-à-dire dans l'inégalité des rapports entre le revenu et le travail fourni. Ce n'est pas l'inégalité en général qui sera supprimée dans la société de transition ; cette inégalité ne pourra être supprimée que dans la société communiste, et ceci non pas sous la forme d'un revenu arithmétiquement égal pour tout le monde, mais de la satisfaction complète des besoins de chacun. Mais la société de transition supprimera l'appropriation de revenus sans travail productif, ou ne correspondant pas à la quantité et la qualité du travail productif effectivement fourni à la société ; elle supprimera donc l'inégalité des rapports entre le revenu du travail et la quantité du travail.

Sans vouloir donner une « solution » ou même une analyse du problème de la rémunération du travail productif dans l'économie de transition, nous pouvons cependant constater que cette société tendra dès le départ vers une égalisation aussi grande que possible. Car, tandis que les inconvénients qui résultent d'une inégalité des taux de rémunération du travail sont importants et clairs (distorsion de la demande sociale, satisfaction de besoins secondaires par les uns là où les autres ne peuvent pas encore satisfaire des besoins élémentaires, effets psychologiques et politiques qui en résultent), les avantages en sont tous contestables et secondaires.

Ainsi, la justification d'une rémunération plus élevée du travail qualifié par les « coûts de production » (frais de formation et années non productives) de ce travail, plus grands, tombe à partir du moment où c'est la société elle-même qui supporte ces frais. On peut tout au plus dans ce cas, accepter que le « prix » de ce travail soit plus grand (correspondant à sa « valeur » ou à son « coût de production »), mais non pas que le revenu personnel de ce travailleur reflète cette différence. L'idée selon laquelle une rémunération plus élevée est nécessaire pour attirer les individus vers les occupations plus qualifiées est simplement ridicule : l'attrait de ces activités se trouve dans la nature de l'activité elle-même, et le problème principal, une fois l'oppression sociale supprimée, sera plutôt de pourvoir aux activités « inférieures ». Deux autres problèmes sont moins simples : pour obtenir dans une période de pénurie le maximum d'effort productif de la part des individus, il serait possible que la société lie la rémunération du travail à la quantité de travail fourni (mesurée par le temps de travail), et peut être même à son intensité (mesuré par le nombre d'objets ou d'actes produits). Mais l'importance de ce problème diminue au fur et à mesure que l'industrialisation et la production de masse suppriment toute indépendance technique du travail individuel, en l'intégrant dans l'activité productive d'un ensemble qui a son rythme propre que le rythme de l'individu ne peut utilement dépasser (production en chaîne etc., opposée au travail par pièces). Dans ce cadre, l'essentiel est que l'ensemble concret de producteurs détermine son rythme total optimum, et non pas que chacun augmente son effort productif d'une manière incohérente. C'est donc à l'échelle du groupe d'ouvriers formant unité technico-productive que le problème peut se poser. Un autre problème consiste en ce qu'il peut être essentiel d'obtenir à court terme des déplacements géographiques ou professionnels de la main-d'œuvre ; si la persuasion ne suffit pas pour les provoquer, il peut devenir indispensable d'opérer par des différenciations des taux de salaire. Mais l'importance de ces différenciations sera minime, comme l'exemple de la société capitaliste le prouve abondamment.

Le problème du développement rapide des richesses sociales se présente d'un côté comme un problème de l'organisation rationnelle des forces productives existantes, d'un autre côté comme l'accroisse-

ment de ces forces productives. L'organisation rationnelle des forces productives présente elle-même une infinité d'aspects, mais le plus essentiel en est la gestion ouvrière. C'est par ce que seuls les producteurs, dans leur ensemble organique, ont une vue et une conscience complète du problème de la production, y compris son aspect le plus essentiel qui est l'exécution concrète des actes productifs, que seuls ils peuvent organiser d'une manière rationnelle le processus productif. Au contraire, la gestion des classes exploiteuses est toujours intrinsèquement irrationnelle, car elle est toujours extérieure à l'activité productive elle-même, elle n'a qu'une connaissance incomplète et fragmentaire des conditions concrètes dans lesquelles celle-ci se déroule et des implications des objectifs choisis.

Le problème de l'accroissement des forces productives a été surtout présenté jusqu'ici sous l'angle de l'opposition soi-disant irréductible qui existerait entre l'accumulation (accroissement du capital fixe) et la production de moyens de consommation, donc l'amélioration du niveau de vie. Cette opposition sur laquelle insistent les mystificateurs à la solde de la bureaucratie est une opposition fautive qui masque les véritables termes du problème. L'opposition entre les nécessités de l'accumulation et celles de la consommation se résout dans la synthèse qu'offre la notion de la productivité du travail humain. Le développement des forces productives, plus exactement le résultat productif de ce développement se réduit en dernière analyse au développement de la force productive du travail, c'est-à-dire de la productivité. Cette productivité dépend à son tour à la fois du développement des conditions objectives de la production -- essentiellement développement du capital fixe -- et du développement des capacités productives du travail vivant. Ces capacités productives sont directement liées d'un côté à l'épanouissement de l'individu productif au sein de la production -- donc à la gestion ouvrière et, de l'autre côté, à l'augmentation de la consommation des travailleurs et de leur bien-être, le développement de leur culture technique et totale et la réduction du temps de travail ; plus généralement, cet aspect de la productivité que l'on pourrait appeler la productivité subjective, dépend de l'adhésion totale et consciente des producteurs à la production. Il y a donc un rapport objectif entre l'accumulation de capital fixe et l'extension de la consommation (au sens le plus large) qui détermine une solution optimum au problème du choix entre ces deux voies d'augmentation de la productivité totale. De même que l'on peut augmenter la production en diminuant et parce qu'on diminue les heures de travail, de même une augmentation du bien-être peut être plus productive -- dans le sens le plus matériel du terme -- qu'une augmentation de l'équipement. Par sa nature même, une classe exploiteuse ou une couche de dirigeants ne peut voir qu'un des aspects du problème -- l'accumulation en capital fixe devient pour elle le seul moyen d'augmenter la production. Ce n'est qu'en se plaçant au point de vue des producteurs que l'on peut réaliser une synthèse entre les deux points de vue. Encore cette synthèse, en l'absence des producteurs eux-mêmes, n'aura qu'une valeur abstraite, car l'adhésion consciente des producteurs à la production est la condition essentielle du développement maximum de la productivité, et cette adhésion ne se réalisera que dans la mesure où les producteurs sauront que la solution donnée est la leur propre.

Aussi longtemps que la pénurie des biens persistera, la société sera obligée d'en rationner la consommation, et la méthode la plus rationnelle de le faire sera d'affecter chaque produit d'un prix ; le consommateur pourra ainsi décider lui-même de la manière de dépenser son revenu qui lui procure le maximum de satisfaction, et la société pourra, à court terme, faire face à des pénuries exceptionnelles ou à des inégalités de développement de la production en rajoutant la satisfaction des besoins moins intenses par la manipulation des prix de vente des produits en question. Une fois l'inégalité des revenus écartée, l'intensité relative de la demande des

divers produits et l'étendue du véritable besoin social pourra être adéquatement mesurée par les sommes que les consommateurs sont disposés à payer pour se procurer le bien en question et les variations des stocks de ce bien fourniront les directives pour le développement ou le ralentissement de la production dans une branche.

Le problème de l'équilibre économique général en termes de valeur est simple dans ces conditions. Il faut et il suffit que le total des revenus distribués -- c'est-à-dire essentiellement des salaires -- soit égal à la somme des valeurs des biens de consommation disponibles. Ceci implique, dans la mesure où il doit y avoir accumulation, que les prix des marchandises seront supérieurs à leur coût de production, bien que proportionnels à celui-ci. Ils devront être supérieurs à leur coût de production, puisqu'une partie des producteurs, tout en touchant des salaires ne produit pas des biens consommables mais des moyens de production qui ne sont pas mis en vente. Mais il est rationnel qu'ils soient proportionnels à leurs coûts de production respectifs car ce n'est que sous cette condition que l'acte d'achat de cette marchandise plutôt que d'une autre traduit véritablement l'étendue du besoin subjectif, qu'il signifie autrement dit que la société confirme par sa consommation sa décision initiale de consacrer tant d'heures à la production de ce produit.

La dictature du prolétariat

4. Face à la recrudescence des illusions démocratiques petites-bourgeoises provoquée par la dégénérescence totalitaire de la Révolution russe, il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer l'idée de la dictature du prolétariat. La guerre civile, et la consolidation du pouvoir ouvrier une fois établi signifient l'écrasement violent des tendances politiques tendant à maintenir ou à restaurer l'exploitation. La démocratie prolétarienne est une démocratie pour les prolétaires, elle est en même temps la dictature illimitée que le prolétariat exerce contre les classes qui lui sont hostiles.

Ces notions élémentaires doivent cependant être concrétisées à la lumière de l'analyse de la société actuelle. Aussi longtemps que la base de la domination de classe était la propriété privée des moyens de production, on pouvait donner une forme constitutionnelle à la « légalité » de la dictature du prolétariat, en privant de droits politiques ceux qui vivaient directement du travail d'autrui, et mettre hors la loi les partis qui tenaient à la restauration de cette propriété. Le dépérissement de la propriété privée dans la société actuelle, la cristallisation de la bureaucratie comme classe exploiteuse enlèvent la plus grande part de leur importance à ces critères formels. Les courants réactionnaires contre lesquels la dictature du prolétariat aura à lutter, tout au moins les plus dangereux parmi ceux-ci, ne seront pas les courants bourgeois restaurateurs, mais des courants bureaucratiques. Ces courants devront être indubitablement exclus de la légalité soviétique sur la base d'une appréciation de leurs buts et de leur nature sociale qui ne pourra plus être basée sur des critères formels (« propriété » etc.) mais sur leur caractère véritable en tant que courants bureaucratiques. Le parti révolutionnaire devra concrétiser ces critères de fond, en proposant et en luttant pour l'exclusion du sein des organismes soviétiques de tous les courants qui s'opposent, ouvertement ou non, à la gestion ouvrière de la production et à l'exercice total du pouvoir par les organismes des masses. Au contraire, les libertés les plus larges devront être accordées aux courants ouvriers qui se placent sur cette plateforme, indépendamment de leurs divergences sur d'autres points aussi importants fussent-ils.

Le jugement et la décision définitive sur cette question comme sur toutes les autres, appartiendront aux organismes soviétiques et au prolétariat en armes. L'exercice total du pouvoir politique et

économique par ces organismes n'est qu'un aspect de la suppression de l'opposition entre dirigeants et exécutants. Cette suppression n'est pas fatale, elle dépend de la lutte aiguë qui aura lieu entre les tendances socialistes et les tendances de rechute vers une société d'exploitation ; dans ce sens non seulement la dégénérescence des organismes soviétiques n'est pas a priori exclue, mais la condition du développement socialiste se trouve dans le contenu de l'activité constructive du prolétariat, dont la forme soviétique n'est qu'un des moments. Cependant cette forme offre la condition optimum sous laquelle cette activité peut se déployer, et en ce sens elle en est inséparable. Le contraire est vrai pour la dictature du « parti révolutionnaire » qui repose sur la monopolisation des fonctions de direction par une catégorie ou un groupe, qui est donc, dans la mesure où elle se consolide, absolument contradictoire avec le développement de l'activité créatrice des masses et en tant que telle une condition positive et nécessaire de la dégénérescence de la révolution.

La culture dans la société de transition

5. La construction du communisme présuppose l'appropriation de la culture par le prolétariat. Cette appropriation signifie non seulement l'assimilation de la culture bourgeoise, mais surtout la création des premiers éléments de la culture communiste.

L'idée selon laquelle le prolétariat ne peut tout au plus qu'assimiler la culture bourgeoise existante, idée défendue par Trotsky après la Révolution russe, est en elle-même fautive et politiquement dangereuse. Il est vrai que le problème qui se posait au prolétariat russe au lendemain de la révolution était surtout l'assimilation de la culture existante — et pratiquement même pas de la culture bourgeoise, mais des formes les plus élémentaires de la culture historique (lutte contre l'analphabétisme par exemple), et dans ce domaine il n'y a ni grammaire ni arithmétique prolétariennes ; mais ce domaine appartient plutôt aux conditions « techniques » et formelles de la culture qu'à la culture elle-même. Pour ce qui est de la dernière il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de pure et simple assimilation de la culture bourgeoise, car ceci signifierait l'asservissement du prolétariat à l'idéologie bourgeoise. La création culturelle du passé ne pourra être utilisée par le prolétariat dans sa lutte pour la construction d'une nouvelle forme de société qu'à la condition d'être en même temps transformée et intégrée dans une totalité nouvelle. La création du marxisme lui-même est une démonstration de ce fait ; les fameuses « parties constitutives » du marxisme étaient des produits de la culture bourgeoise, mais l'élaboration de la théorie révolutionnaire par Marx a signifié précisément non pas la pure et simple assimilation de l'économie politique anglaise ou de la philosophie allemande, mais leur transformation radicale. Cette transformation fut possible parce que Marx se plaça sur le terrain de la révolution communiste ; elle prouve que cette manifestation embryonnaire de la future culture communiste de l'humanité se situait sur un plan nouveau par rapport à l'héritage historique. La conception de Trotsky, selon laquelle aussi longtemps que le prolétariat reste prolétariat il doit assimiler la culture bourgeoise, et que lorsqu'une nouvelle culture pourra être créée, elle ne sera plus une culture prolétarienne puisque le prolétariat aura cessé d'exister en tant que classe, n'est tout au plus qu'une subtilité terminologique. Prise au sérieux elle signifierait soit que le prolétariat peut lutter contre le capitalisme en assimilant la culture bourgeoise et sans se constituer une idéologie qui en soit la négation, soit que l'idéologie révolutionnaire est uniquement une arme destructive sans contenu positif et sans lien avec la future culture communiste. La première idée se réfute d'elle-même ; la deuxième traduit une méconnaissance de ce que peut et doit être une idéologie révolutionnaire et même une idéologie tout court. La lutte contre

les idéologies réactionnaires et l'orientation consciente de la lutte de classe présupposent une conception positive sur le fond des problèmes qui se posent à l'humanité, et cette conception n'est qu'une des premières expressions de la future culture communiste de la société.

Cette position n'a évidemment rien à voir avec les absurdités et le bavardage réactionnaire des staliniens sur la « biologie prolétarienne », l'« astronomie prolétarienne » et l'art prolétarien de planter les choux. Pour les staliniens cette déformation honteuse de l'idée d'une culture révolutionnaire n'est qu'un moyen supplémentaire pour nier la réalité et mystifier les masses.

Si, à travers l'appropriation de la culture existante, le prolétariat crée en même temps les bases d'une culture nouvelle, ceci implique une nouvelle attitude de la société prolétarienne vis-à-vis des courants idéologiques et culturels. Une culture n'est jamais une idéologie ou une orientation, mais un ensemble organique, une constellation d'idéologies et de courants. La pluralité des tendances qui constituent une culture implique que la liberté d'expression est une condition essentielle de l'appropriation créatrice de la culture par le prolétariat. Les courants idéologiques réactionnaires qui ne manqueront pas de se manifester dans la société de transition, devront être combattus, dans la mesure où ils ne s'expriment que sur le terrain idéologique, par des armes idéologiques et non pas par des moyens mécaniques limitant la liberté d'expression. La limite entre un courant réactionnaire idéologique et une activité réactionnaire politique est parfois difficile à trouver, mais la dictature prolétarienne devra la définir chaque fois sous peine de dégénérescence ou de renversement.

Pierre CHAULIEU.